

pays pour chanter, à des banquets du *Rotary* ou de la Chambre de commerce, les louanges de la collaboration entre ouvriers et patrons. Ni lui ni le Conseil national de la productivité n'ont jamais vraiment tenté de préciser nos problèmes dans le domaine de la productivité et n'ont abouti à aucune étude économique qui saurait le moins résister à l'épreuve du temps, exception faite, je suppose, du compte rendu du voyage en Europe, justement le genre de voyage d'information qu'on prend plus ou moins au sérieux et comme en avaient fait il y a longtemps certains de nos économistes en chambre et professionnels. Les nouvelles qu'ils ont rapportées, j'imagine, n'ont pu surprendre que les gens qui ne lisent rien d'autre qu'un seul et unique journal.

Ce que je veux faire ressortir à propos du conseil économique que le président des États-Unis a à son service, c'est que ses membres ne se promènent pas à travers le pays pour exhorter les hommes d'affaires, les travailleurs ou qui que ce soit. Ils se consacrent entièrement à l'analyse économique et dirigent un personnel passablement nombreux de spécialistes qui, en partie, sont embauchés à temps partiel—comme cela pourrait se faire aux termes de la mesure à l'étude—pour accomplir des tâches urgentes dans des domaines particuliers. Autrement dit, il y a ici échange d'influence. L'économiste du secteur des affaires ou du secteur syndicat exerce plus d'influence que le triumvirat suprême, qui domine en réalité ce domaine d'action.

Mais M. Jacoby fait ressortir le danger qui découlerait des philosophies économiques divergentes des membres du Conseil. Je frémis d'imaginer un Conseil présidé par John Deutsch, et dont les membres seraient Lorne McDougall et M. Schrumm, de la Colombie-Britannique. Songez aux possibilités de conflit, et au chaos que cela entraînerait si ce trio essayait de mettre les choses en branle. Je voudrais signaler au ministre que les trois membres devraient avoir une solide formation de base quant aux théories économiques, qu'ils devraient être des économistes de profession, et qu'ils devraient avoir, autant que possible, la même façon d'envisager les problèmes. J'espère que ce ne serait pas la façon anti-Keynesienne qui a inspiré l'exposé budgétaire du ministre des Finances (M. Gordon).

Le Conseil économique, aux États-Unis, n'encourage pas ses membres à se livrer à des activités qui sont, chez nous, extrêmement populaires; là-bas ils ne parcourent pas le pays en tous sens, pour prêcher ni pour haranguer les foules. Ils ont le temps, chez nos voisins, de s'adonner à des recherches sérieuses. Leurs travaux sont connus du public quand on publie leurs rapports, et quand le président, ou dans le cas qui nous occupe,

[M. Fisher.]

le ministre, se charge de publier et d'interpréter leurs conclusions de façon à les mettre à la portée du grand public.

L'organisme américain possède une caractéristique utile qui, je crois, améliorerait notre mesure. Elle porte sur la durée du mandat des membres du conseil. Je crois que les membres ne devraient demeurer en fonction qu'au gré du gouvernement; parce qu'il me semble que, si nous avons un changement de gouvernement, comme c'est tout à fait possible en politique canadienne, il s'agit là de trois positions où les membres doivent considérer d'un œil sympathique les buts du gouvernement. Je doute fort en ce moment qu'il soit bon que le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion soit composé des trois personnalités qui le dirigent actuellement, étant donné que leurs antécédents inspirent de l'aversion, d'après ce que m'ont dit certains membres du gouvernement. Je crois que dans le cas des études économiques surtout il ne faut pas avoir une attitude qui forme antithèse. Imaginons que le chef de l'opposition reprenne le pouvoir, qu'il soit entouré de quelques économistes de gauche, sans pouvoir sans défaire. On peut voir quelles difficultés cela créerait. C'est ce que nous enseigne l'expérience américaine.

L'hon. M. Pickersgill: Il avait le député de Qu'Appelle (M. Hamilton).

M. Fisher: Il y a un autre point que je voudrais signaler en ce qui concerne l'expérience exigée chez les Américains, c'est que les économistes que l'on choisit doivent avoir de l'expérience et de solides connaissances dans l'organisation du gouvernement. Il n'y en a aucun d'entre nous qui puisse savoir si ce prétendu expert-spécialiste de Toronto, Stanley, et ses collègues sont de bons économistes, mais il est évident qu'ils ne sont pas très au courant de l'organisation du gouvernement ni des fonctions du ministère du Revenu national. Sous ce rapport, il me semble que ce que le gouvernement doit rechercher, lorsqu'il s'agit de membres permanents d'un Conseil, ce sont des économistes qui ont su démontrer par leurs écrits, par leurs discours, par les principes qu'ils enseignent et par les gens avec lesquels ils frayent, qu'ils ont au moins quelque idée de la structure fédérale du gouvernement.

Il y a un point particulièrement frappant, en ce qui concerne les membres du conseil économique des États-Unis, c'est qu'avec les années, ces conseillers ont su s'attirer de plus en plus le respect du Congrès américain. A mon sens, il est bon de le noter, car le Congrès est enclin à se méfier de tout groupe de conseillers qui travaillent essentiellement pour le président. Il va de soi que si le Congrès